

Un monde meilleur pour tous



Groupe Socialiste au
Parlement Européen

LE COMMERCE ET LE NOUVEL ORDRE MONDIAL

L'ORDRE MONDIAL ACTUEL NE FONCTIONNE PAS

... POUR LES PAUVRES

- ▶ 800 millions de personnes souffrent de la faim.
- ▶ La moitié de la population mondiale vit avec 2 dollars par jour.
- ▶ L'écart entre les riches et les pauvres a triplé depuis 1960.

... POUR LA PLANÈTE

- ▶ La lutte contre le réchauffement de la planète est sérieusement compromise par l'absence de règles et d'institutions internationales strictes.
- ▶ Plus de 12 000 espèces vivantes sont menacées d'extinction, dont un quart de toutes les espèces mammifères et un huitième des espèces d'oiseaux.
- ▶ La moitié des rivières du monde est gravement polluée. Le manque d'eau croissant, la déforestation et l'avancée des déserts détruisent les habitats de l'homme et de la faune, et la flore.

... OU POUR NOUS

- ▶ L'économie de l'Europe est déstabilisée et des emplois sont anéantis par un système financier mondial qui titube de crise en crise.
- ▶ Les Européens sont vulnérables au terrorisme et au crime organisé qui trouvent souvent leurs racines dans des États faibles et dans des droits de l'Homme bafoués à l'autre bout du monde.
- ▶ Du SRAS à la grippe aviaire en passant par le SIDA, les échecs dans le domaine de la politique sanitaire sont ressentis dans le monde entier.

Il s'agit de problèmes trop importants pour être résolus uniquement au niveau national. À travers l'UE, les nations européennes coopèrent chaque jour de manière plus étroite dans l'intérêt d'un monde plus sûr, plus juste et plus durable. Mais au niveau mondial, les institutions sont trop faibles, trop cadenassées par des dogmes économiques erronés ou manquent trop de légitimité démocratique pour proposer des solutions efficaces.

Il est temps de mettre en place un **nouvel ordre mondial**.

QUI DÉCIDE POUR NOUS ?

La vérité est que nos emplois, nos services publics, notre santé, notre sécurité – même notre climat – dépendent désormais autant de forces mondiales et de décisions planétaires que de celles prises par nos propres gouvernements.

La question de savoir **qui façonne ces forces mondiales, ce qu'elles décident et de quels intérêts elles sont représentatives** a aujourd'hui un impact d'une grande portée sur nos vies quotidiennes.

C'est pourquoi la gouvernance mondiale doit être remodelée afin de satisfaire aux exigences de démocratie, d'équité et d'efficacité. Le système actuel ne répond à aucun de ces trois objectifs.

LE FORUM PROGRESSISTE MONDIAL – UN NOUVEAU TYPE DE POLITIQUE

La lutte pour que la mondialisation réponde aux besoins des personnes constituera l'un des grands défis du 21^e siècle. Elle exige un nouveau type de politique.

Tous ceux qui veulent un changement – qu'ils viennent du Nord ou du Sud, qu'ils soient responsables politiques, mouvements sociaux ou simples citoyens – doivent trouver les moyens de travailler ensemble. Dans ce sens, les socio-démocrates d'Europe et du monde ont lancé un nouveau **Forum progressiste mondial** afin de promouvoir la coopération entre les responsables politiques, les ONG, les syndicats, les universitaires et autres organisations et personnes progressistes, afin de commencer ainsi à mettre sur pied une large coalition sociale et politique en faveur d'un changement.

Depuis son lancement au mois de novembre dernier, le Forum progressiste mondial a débuté ses travaux sur plusieurs questions-clé comprenant: **le SIDA, la sécurité mondiale, la lutte contre la pauvreté** (y compris le **commerce et la pauvreté**), et **la réforme de l'ONU, du FMI et de la Banque mondiale**. Si vous souhaitez vous impliquer ou juste en savoir plus, consultez le site Web du Forum:

www.globalprogressiveforum.org



LES DEUX VISAGES DU COMMERCE

Le commerce constitue un outil de développement puissant... mais il peut aussi détruire des emplois, ruiner des communautés, dévaster l'environnement.

Beaucoup dépend de la manière dont le commerce mondial est géré et de ceux qui prennent les décisions.

Actuellement, le commerce mondial est un instrument inéquitable, non durable et non démocratique. Des changements radicaux sont nécessaires afin de garantir **une situation équitable pour les pauvres du monde**, de promouvoir **le développement durable**, de mettre **le développement humain et le bien public** au-dessus des intérêts des grandes entreprises et des intérêts nationaux.

UN CHOIX ENTRE DEUX VOIES

La politique commerciale de l'Europe est désormais décidée en grande partie au niveau communautaire et il incombe au **Parlement européen** de répondre aux besoins et aux attentes des citoyens européens.

UNE NOUVELLE DIRECTION

Les socialistes et les socio-démocrates du Parlement européen défendent un nouvel **agenda citoyen** de la réforme du commerce.

Nos priorités sont :

- ▷ changer radicalement les règles commerciales afin que le commerce fonctionne aussi pour les pauvres;
- ▷ défendre des normes sociales mondiales, pour mettre fin au travail des enfants, garantir les droits des travailleurs dans les pays pauvres et protéger nos propres travailleurs contre une concurrence déloyale et illégale;
- ▷ respecter des normes élevées de protection de l'environnement et des consommateurs;
- ▷ réformer la politique agricole commune de l'Europe pour éliminer progressivement les subventions à l'exportation, ouvrir notre marché aux produits des pays en voie de développement et concentrer les subventions nationales sur des objectifs environnementaux, sociaux et de bien-être;
- ▷ rendre l'OMC davantage ouverte, responsable et démocratique.

... OU SI L'ON RESTE DANS LA MÊME VEINE

Les conservateurs, les démocrates-chrétiens et les autres partis de droite au Parlement européen défendent le *"business as usual"* en matière de politique commerciale. Ils ont lutté pour ralentir la réforme de la politique agricole commune, ont écouté davantage les grandes entreprises que les citoyens européens, ont montré peu d'intérêt pour le renforcement des normes environnementales et sociales et ont insisté pour que les pays pauvres aient l'obligation d'ouvrir leurs marchés aux sociétés multinationales sans se soucier des conséquences sociales et environnementales.

LE CHOIX VOUS APPARTIENT

Écrivez au **groupe PSE** à l'adresse suivante:
Parlement européen – rue Wiertz – B-1047 Bruxelles – Belgique
ou par courrier électronique à l'adresse webmaster@socialistgroup.org
Téléphone: 32 2 284 3086



Groupe Socialiste au
Parlement Européen